



# Écho de la colline

Journal numérique du Forum étudiant

## « IL Y A UNE CRISE »

Publié à 14 h, 2026-01-13



Source : Karine Dufour-Cauchon  
Écho de la colline



**Ayna Odabachian**  
Journaliste, Écho de la colline et collège de Maisonneuve



**Alexya Garneau**  
Journaliste, Écho de la colline et étudiante au cégep de Jonquière

**« Au Québec, il y a une crise », a affirmé hier le Premier ministre Félix Lapointe. C’est le 12 janvier 2026 que celui-ci, ainsi que les chefs des partis d’opposition, le Nouveau parti libéral (NPL) et le Parti identité nationale (PIN), ont divulgué leurs premières idées pour résoudre les multiples difficultés auxquelles le Québec fait face depuis maintenant quelques années. Le contexte d’un gouvernement minoritaire poussera les trois partis à trouver un accord sur les sujets qui seront abordés lors de travaux de l’Assemblée même si ce n’est pas toujours facile. En écoutant simplement les discours, on peut relever des différends idéologiques majeurs qui se transposeront dans les débats.**

### Crise de l’État

Premièrement, l'un des concepts les plus présents dans les discours d’ouverture est un thème qui occupe les discussions politiques depuis la naissance de l’État : l’intervention de celui-ci dans notre société. Les trois partis sont en faveur de modifications dans le budget, ce qui risque de causer frictions cette semaine. Ils ne semblent pas s’entendre sur les ajustements à faire. Le premier ministre croit que l’État joue un rôle crucial dans le développement économique. Il s’est engagé à ajouter des paliers d’impositions en proposant de revoir les privilèges fiscaux dont les entreprises bénéficient aujourd’hui. La nationalisation de médicaments pharmaceutiques, projet Pharma-Québec, a même été évoquée par Félix Lapointe lors de son discours.

Fidèle aux valeurs conservatrices, le deuxième groupe d’opposition, le PIN mise encore une fois sur la théorie du ruissellement qui stipule que l’enrichissement des entreprises bénéficiera économiquement à la société grâce à ses investissements. Selon Charles-Antoine Joly, chef du PIN, réduire le taux de fiscalité des entreprises et couper dans la bureaucratie ne devrait qu’enrichir les contribuables québécois.

Face à cette division idéologique, on retrouve l’opposition officielle, le NPL, qui semble plus pencher du côté conservateur. En effet, les deux partis partagent les mêmes inquiétudes même si le NPL donne à supposer que les mesures à prendre seront moins radicales. Étant un gouvernement minoritaire, l’APQ aura alors à faire des concessions s’il veut faire bouger les choses.

## Un avis partagé

Deuxièmement, on a parlé d’un enjeu important : l’immigration au Québec. Charles-Antoine Joly a mentionné vouloir aider les nouveaux arrivants au sein de notre province et pour se faire, il propose un plafonnement du seuil d’immigration pour améliorer l’intégration de ceux-ci. Il n’est pas le seul à toucher le sujet de l’immigration dans son parti. Béatrice Fortin, cheffe de l’opposition officielle, a, elle aussi décidé de l’inclure en disant se réjouir de l’apport des immigrants à l’économie, parce qu’ils choisissent de venir au Québec. Elle mentionne que les immigrants sont bénéfiques pour l’économie du Québec, et elle veut faire des engagements en misant sur des programmes de parrainage par les entreprises. Elle veut aussi faciliter le processus d’intégration et la sécurité d’emploi des immigrants. Les quatre piliers de la restructuration économique que le Nouveau parti libéral pense que les Québécois méritent sont la santé, l’éducation, l’immigration et l’environnement. En résumé, le deuxième groupe d’opposition et l’opposition officielle s’entendent sur un point.

## Les Premiers peuples et les partis

Troisièmement, le premier ministre a mentionné le sujet des relations avec les Autochtones et il a partagé son intérêt envers une coopération élargie, plus authentique et transparente avec les Premiers peuples. Il veut nous faire comprendre qu’ils ont des connaissances assez poussées qui pourraient être pertinentes en ce qui concerne les territoires et la nature et que l’État québécois ne leur a pas toujours la chance de partager ces connaissances. Charles-Antoine Joly, lui, fait une brève parenthèse sur la nécessité de l’acceptabilité sociale et la collaboration avec les communautés autochtones. À cet égard, les deux partis semblent en accord sur ce sujet, le ministre a donc un point en commun avec le deuxième groupe de l’opposition officielle.

Pour conclure, lors des discours d’ouverture, nous en avons appris davantage sur les ambitions du gouvernement et des deux partis d’opposition en ce qui concerne : l’intervention de l’État, l’immigration et les relations avec les Premiers peuples.

Dans un contexte minoritaire, le gouvernement devra s’attendre à négocier au travers des conflits, des débats, des compromis et espérons aussi, des terrains d’entente.